

1er mai Paix & progrès

Travailleurs et travailleuses, unissons-nous !

Face aux guerres militaires et économiques en cours sur la planète, aux politiques d'austérité qui veulent faire payer la crise capitaliste aux peuples et à la montée de l'extrême-droite, les communistes seront mobilisés partout en France le 1er mai pour l'unité du monde du travail pour la paix et le progrès écologique et social.

Donnons à la France une voie indépendante pour la paix

Face à l'horreur des guerres en Ukraine, à Gaza et dans tant de pays, la France doit agir en toute indépendance de l'OTAN et des États-Unis, développer la coopération internationale entre peuples libres, souverains et associés pour relever les grands défis de l'humanité : paix, pauvreté, emploi, inégalités, climat, biens communs.

Refusons l'économie de guerre et l'austérité

Qui veut la paix prépare la paix !
Accepter l'économie de guerre, c'est non seulement préparer la guerre et enrichir les marchands de canons, mais c'est aussi faire payer cette guerre aux travailleurs et travailleuses par une politique d'austérité renforcée comme la prépare le gouvernement.



Poursuivons la mobilisation pour l'abrogation de la réforme des retraites.

Mettons en échec les 40 milliards d'euros de coupes dans les dépenses publiques !.

**MANIFESTATION
DU 1ER MAI
10 H - DAX
PLACE DES ARENES**

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523- N° 2504 – Jeudi 24 avril 2025

La France n'a pas besoin d'austérité mais de vitamines !

Le Premier ministre continue de se servir de la dette publique qui menacerait "la survie de notre pays" pour faire peur aux françaises et aux français, sans proposer de remède, si ce n'est de nouvelles coupes à venir dans les dépenses publiques. Loin d'améliorer la situation, elles ne feraient qu'accélérer la récession. La politique du gouvernement échoue, alors accélérons : voilà ce que propose François Bayrou ! Le Parti communiste français alerte : ce discours prépare une nouvelle saignée sociale qui frappera d'abord les travailleurs et travailleuses, les catégories populaires et moyennes, les services publics, l'industrie et les collectivités locales.

Notre pays regorge de richesses humaines et matérielles : ses salariés, sa jeunesse, ses ingénieurs et ses chercheurs, ses hôpitaux, ses ports, ses centrales nucléaires. Avec cette force collective, nous pouvons produire ce dont notre pays a besoin en travaillant mieux et en travaillant tous et toutes à condition d'en finir avec le coût du capital, des dividendes et intérêts payés aux banques.

La solution, ce n'est pas l'austérité, ce sont des vitamines : c'est à dire de l'investissement massif dans l'industrie, les services publics, et la transition écologique.

Mobilisons l'argent du pôle public reposant sur Banque publique d'investissement et la Caisse des dépôts et consignations. L'heure est à lancer un grand plan d'investissement de 150 milliards d'euros par an, à taux zéro, avec des exigences fortes sur l'emploi, l'industrialisation et l'écologie au lieu de poursuivre la distribution d'aides publiques aux entreprises sans aucun critère.

Rétablissons l'ISF, taxons plus justement les dividendes et le capital.

Nationalisons des entreprises de secteurs stratégiques pour la France comme Arcelor afin de reconstruire notre souveraineté industrielle en matière de production d'acier comme le fait le Royaume-Uni avec le sauvetage de British Steel, continuons d'être aux côtés des salariés de Vencorex portant le projet de SCIC.

C'est en bâtissant que nous produirons des richesses. C'est par l'emploi et une croissance centrée sur la réponse aux besoins humains et aux exigences écologiques que nous réduirons le déficit, pas par l'étouffement du pays.

Le PCF appelle à rompre avec la logique mortifère de l'austérité et à engager la France dans le chemin des Jours Heureux.■

44e Congrès du MJCF

Priorité à l'emploi des jeunes et à la reconnaissance de la Palestine

Le Mouvement Jeunes Communistes de France (MJCF) a tenu son 44e congrès à Bobigny du 11 au 13 avril. Plus de 250 militants âgés de 15 à 30 ans, venus de toute la France, ont débattu sur des questions sociales et écologiques afin de finaliser leur texte d'orientation qui fixe la ligne directrice. Sous le titre « Une organisation proche, utile et révolutionnaire », ce congrès a permis de souligner les axes majeurs de l'action du mouvement.

Parmi les décisions centrales, le MJCF a adopté le lancement d'une vaste campagne nommée « 1 million d'emploi pour sortir les jeunes de la précarité et révolutionner la France ». Cette initiative se veut une réponse concrète aux difficultés rencontrées par la jeunesse en matière d'emploi, en partant de leurs expériences quotidiennes pour susciter une réflexion critique sur le système capitaliste et les formes d'emploi précaire comme l'ubérisation. L'objectif affiché est de promouvoir une meilleure orientation et formation des jeunes vers des secteurs d'activité porteurs de sens et d'utilité sociale, en insistant particulièrement sur le développement de formations professionnelles de qualité et de dispositifs d'alternance offrant de réelles perspectives d'emploi. Cette campagne se revendique également féministe, avec la volonté de combattre l'orientation sexuée des métiers, les logiques patriarcales persistantes dans le monde du travail, et de parvenir à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes. La suppression du dispositif de sélection Parcoursup est également une revendication forte portée par cette campagne.

Sur le plan international, le congrès a été un lieu d'échanges importants avec des délégations venues de divers pays, notamment de Palestine et d'Israël, qui ont pu partager leur engagement commun contre la politique de colonisation menée par le gouvernement d'extrême-droite israélien.

Le MJCF entend intensifier son action en faveur d'une résolution politique du conflit israélo-palestinien, en proposant des pistes concrètes pour instaurer une paix durable entre les deux peuples.

Dans cette perspective, le mouvement s'engage à mener une bataille active pour obtenir la reconnaissance officielle de l'État palestinien par la France.

Le secrétaire général du MJCF, Assan Lakehou, a insisté sur la richesse de ces échanges internationaux et sur l'importance d'une analyse anti-impérialiste pour construire une paix juste et durable.

Le 44e congrès a également été marqué par l'élection de Camille Mongin au poste de secrétaire nationale de l'Union des Étudiants Communistes (UEC). Elle a exprimé sa volonté de « continuer à faire de l'UEC un mouvement de masse » et de renforcer son implantation



dans les différentes filières d'études, y compris les filières professionnelles comme les IUT.

Assan Lakehou, réélu, a exprimé sa satisfaction quant à la qualité des débats et au dynamisme actuel du MJCF, qui compte près de 70 fédérations et a vu le nombre de ses adhérents doubler depuis le congrès de 2022.

L'objectif principal pour le MJCF est « d'amener les jeunes à une remise en question du capitalisme » en

se positionnant comme une organisation militante de référence, solidement implantée au niveau local et attentive aux préoccupations spécifiques de la jeunesse. ■



Reconnaissance de l'État de Palestine : enfin la France avance !

Emmanuel Macron a annoncé «qu'on doit aller vers une reconnaissance de l'État de Palestine» «quelque part en juin», à l'occasion du sommet annoncé avec l'Arabie Saoudite.

La France se décide, après trop d'hésitations, et avec trop de précautions, à avancer sur ce chemin de justice, qui n'est que l'application du droit international, après 147 autres États et 37 ans après

la déclaration d'indépendance de l'État de Palestine par Yasser Arafat et l'OLP. Et qui survient onze ans après que l'Assemblée nationale, le Sénat et le Parlement européen ont voté une résolution portant cette exigence, à l'initiative des parlementaires communistes. Alors que Donald Trump et Benjamin Netanyahu cherchent à mettre la communauté internationale devant le fait accompli de l'épuration ethnique de Gaza et de l'annexion de la Cisjordanie, il est urgent que la France reconnaisse maintenant l'État de Palestine sur la base des frontières de 1967, aux côtés de l'État d'Israël, avec Jérusalem-Est pour capitale. Ce sera rendre enfin à notre pays sa voix pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens à laquelle la politique menée par ses dirigeants ces dernières années a tant manqué. La reconnaissance d'un État souverain de Palestine est la condition pour la paix.

Le PCF appelle à renforcer la mobilisation pour une solution à deux États au Proche-Orient, aux côtés de l'OLP, représentante légitime du peuple palestinien, afin que ces annonces se concrétisent.

Continuons de signer la pétition ! https://www.pcf.fr/petition_reconnaissance_palestine. ■



Les contradictions externes et internes des États-Unis

Le 2 avril 2025, Trump a momentanément déclaré la guerre commerciale au monde. Ce coup de pression a deux objectifs complémentaires : donner un nouvel essor industriel au pays et renégocier les termes commerciaux de ses relations bilatérales. Cette politique est néanmoins intimement liée à la question du dollar états-unien, la monnaie de référence mondiale. Le coût qui découle de cette hégémonie monétaire est historiquement, pour le pays émetteur, d'assumer un déficit commercial à toute épreuve pour diffuser sa monnaie sur les marchés financiers mondiaux.

Droits de douane et hégémonie du dollar

La montée en puissance de la Chine, et plus largement des pays en développement des BRICS+, remet en question cette hégémonie. Les États-Unis sont dorénavant confrontés à une contradiction fondamentale : dépendant des capitaux du reste du monde, ils voient le reste du monde devenir de moins en moins dépendant d'eux. Le capital américain et ses différentes fractions cherchent alors leur place dans ce nouvel ordre mondial qui couve.

Le choix de Trump est alors d'user du pouvoir du marché américain et de faire baisser la valeur du dollar pour doper les exportations et financer le capital industriel qui l'a élu, en rassemblant sa base électorale dans la ceinture de rouille. La réaction de grande ampleur du capital financier sur les bourses et les bons du Trésor ne s'est pas fait attendre et a mené à la pause forcée des tarifs douaniers. Trump a néanmoins réussi son coup en faisant baisser le dollar à son plus bas niveau depuis le début de la guerre en Ukraine et en entamant des négociations avec une grande partie du « monde libre ». Celui-ci doit dorénavant participer à ce revirement en substituant les importations actuelles par des produits des États-Unis, et en participant aux dépenses militaires. Au niveau national, ce nouvel équilibre vacillant rend d'autant plus lourd le déficit structurel qui dépendait de la confiance aveugle des marchés financiers mondiaux. Cela explique la volonté actuelle de coupes budgétaires sans précédent dans l'État fédéral américain.

Reste la question : est-ce que le dollar et son hégémonie peuvent survivre à un tel changement, ou est-ce que Trump laisse la voie libre à une nouvelle organisation des alliances mondiales, autant commerciales que diplomatiques, voire à une nouvelle monnaie de référence ?

Luttes internes

Dans le pays, la résistance s'organise, mais peine à prendre forme et à incarner un contenu de classe.

De grandes manifestations contre l'oligarchie Trump-Musk ont été organisées le 5 avril, mais avec des mots d'ordre très variés autour de l'appel encore plus flou de « Bas les pattes ».

Dans la logique de l'affaiblissement des organisations de la classe travailleuse, mais aussi



pour dégager des ressources fédérales, Trump a signé un décret rendant caduque la plupart des conventions collectives des travailleurs fédéraux. Un réseau de syndicalistes soutenus par les grands syndicats s'est mis en place et mène la riposte contre cette attaque et les coupes budgétaires très importantes au niveau de l'État fédéral. Notons que l'emploi gouvernemental représente 50% des syndicalistes dans le pays. C'est ici le futur du mouvement syndical qui est en jeu, en plus de ce qui reste de l'État social américain.

Particularité du syndicalisme industriel

Nous nous rappelons du choix des Teamsters, plus grand syndicat du secteur privé composé de routiers et de travailleurs de la logistique, de ne pas soutenir la candidate démocrate lors du scrutin. Rappelons que les ménages syndiqués n'avaient jamais autant voté républicain lors de l'élection de 2024 que depuis le raz-de-marée Reagan. C'est dorénavant autour du syndicat de l'industrie automobile, l'UAW, de soutenir de manière ciblée la politique de Trump, dont d'abord et avant tout ses guerres commerciales.

Les syndicats industriels américains doivent trouver un équilibre entre la critique des politiques antisociales de l'administration actuelle et un soutien au retour vers le protectionnisme manufacturier qu'ils demandent de longue date. Ils font donc le pari risqué d'une alliance économique entre le capital industriel et la fraction ouvrière pour réindustrialiser main dans la main et partager les gains de ce revirement. Un positionnement qui fait fi des antagonismes de classe très profonds dans le pays, et qui paie le prix des contradictions entre fractions du capital. Ce dernier se divise sur les moyens de sortir de la crise entre partisans d'un capitalisme fondé sur des barrières douanières ou sur le libre-échange. ■

Alec Desbordes
Membre de la commission des
Relations Internationales,
en charge du suivi des États-Unis (PCF)

CARNET

Ces dernières semaines, deux camarades nous ont quittés, Marie-France PEDEBOSCQ de Pouillon et Jean-Pierre ANCEZE de Rivièrre-Saas-et-Gourby. La Fédération des Landes du PCF et le journal Les Landes Républicaines présentent leurs plus sincères condoléances à ces deux familles de camarades. ■

« Le parti pris du travail »

Fabien Roussel poursuit son dialogue avec les Françaises et les Français. Dans un contexte international extrêmement tendu, la France a besoin de s'unir autour d'une ambition collective pour relever les défis de la réindustrialisation, de l'énergie, du climat, de l'intelligence artificielle, des services publics et de la formation.

Tout cela appelle à une grande planification de l'économie, à rebours des vieux discours sur la dette et la réduction de la dépense publique.

Le secrétaire national du PCF propose ici deux mesures fortes : la création d'une nouvelle sécurité sociale pour l'emploi et la formation, et un choc d'investissement pour redresser le pays.

Au cœur de cette révolution, le monde du travail, aujourd'hui fracturé, divisé par ceux qui dirigent l'économie, occupe une place centrale. Prendre le parti du travail, c'est faire le choix de l'emploi et non celui du RSA, c'est donner plus de pouvoirs à celles et ceux qui créent les ressources du pays ; c'est redonner du sens au travail et permettre à chacun de s'épanouir, de se former et d'évoluer tout au long de sa carrière.

Parution le 24 avril au prix de 14,90€.

En vente en librairie. ■



FABIEN ROUSSEL
LE PARTI PRIS
DU TRAVAIL



Gnacs et Chacailles

GÉNIE DE LA BASTILLE

« Sur la colonne de la Liberté (ou de Juillet, ou de la Bastille) il fallait aussi une statue et l'on choisit d'abord également, une allégorie féminine de la France constitutionnelle. Or il n'en fut rien, et c'est finalement un génie masculin qui eut la mission, sous des traits et dans la posture évoquant plutôt un Mercure, de figurer la liberté. Au moins conserva-t-on au pied de la colonne la force populaire sous forme d'un lion ». Dans « Marianne au combat », Maurice Agulhon (Maurice, Louis, Etienne, 1926-2014, professeur d'histoire contemporaine à la faculté d'Aix-en-Provence puis à l'Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne, professeur au Collège de France) analyse le cheminement sinueux de cette figure de la liberté au lendemain des « 3 glorieuses » des 27, 28 et 29 juillet 1830, où les parisiens se soulevèrent contre les ordonnances du roi Charles X (1757-1836) signées le 25/07/1830, qui prévoient la suspension de la liberté de la presse, la réforme de la loi électorale et la dissolution de la Chambre nouvellement élue. Ce fut une révolution libérale et nationale qui restaurait l'esprit de 1789, mais laissait en place un roi (Louis Philippe de Bourbon, 1773-1850) dont la seule légitimité était d'être « roi des Français » (de 1830 à 1848). Dans un paysage politique où l'on redoute toujours la « menace républicaine », mais où le roi revendique son identité, statuer la liberté reconquise sur les barricades de 1830 sans rappeler Marianne devenue figure de la République, constitue un exercice extrêmement périlleux dans lequel le régime tout entier engage son image, sa légitimité et sa survie. Sur l'Arc de Triomphe, François Rude (1784-1855, sculpteur) parvient à faire émerger de la fresque de pierre qui rend hommage à la Révolution, une extraordinaire allégorie de femme dont la puissance échappe à toutes les prudences et les atermoiements du régime. Mais le Génie de la Bastille qui surmonte la colonne, devenue tombeau des morts de 1830, représente, en négatif, un moment clé dans l'itinéraire politique de la figure républicaine. L'histoire de la place de la Bastille commença en fait par une inversion de sens assez commune dans la symbolique politique. Une place, aux limites du Paris d'alors, dominée par la silhouette massive d'une forteresse transformée en prison, détruite le 14 juillet 1789 par les Parisiens en révolution, devint pour le peuple de Paris, puis pour tous les Français et les progressistes du monde, le symbole de la victoire de la liberté contre l'absolutisme. Le 14 juillet 1790, il ne restait presque plus rien de l'ancienne forteresse détruite sous la direction de l'architecte Pierre-François Palloy (1755-1835), mais l'endroit restait investi d'une forte charge symbolique. Rebaptisé place de la Liberté, l'endroit avait été désigné par la loi du 27 juin 1792 comme l'emplacement destiné à accueillir l'érection d'un monument. La colonne fut achevée en août 1839, les noms des victimes de 1830 gravés durant l'hiver, la statue du Génie fut installée au printemps 1840. Il témoignait bien d'un effort constant et remarquable des gouvernements du roi de planter au cœur du Paris populaire un monument qui associe le roi, la révolution de 1830 et un message de progrès. Les émeutiers du 23 février 1848 qui firent chuter la monarchie de juillet et proclamèrent la Deuxième République, avaient pensé à déposer les cadavres devant la colonne de Juillet, tombés boulevard des Capucines où la Garde nationale tirant sur les manifestants avait tué 52 personnes. Sur la place de la Bastille, dans le Paris en révolution, le fantôme de la République se dresse et la royauté chancelle. Gèni de la bastilha simbèu revolucionari (Génie de la Bastille symbole révolutionnaire) ■

Roger La Mougne

MÉCHOUI POUR
LA PAIX ET
LA FRATERNITÉ

2025
8 mai
à 12 h

Parc de la nature/TARNOS



MENU SAVEUR

Brochette d'agneau et
Saucisses en tapas
Agneau cuit au feu de bois
Haricots cuisinés maison.
Fromage de brebis et sa
confiture cerise.
Dessert

ANIMATION
PAR LE
GROUPE
BASQUE



Tarif: 18€ /- de 10 ans 10€



Ne pas jeter sur la
voie publique

Contact: pour réservation Tel: 06 74 72 93 38
mail: pcf.seignaux@laposte.net 06 80 06 38 83
Chèque à l'ordre de : ADF PCF 40

Avec la présence de **Ian BROSSAT**
Sénateur communiste de Paris